

## Repartir encore plus fort à la rentrée

Cette deuxième année d'école sous Covid a été éprouvante et épuisante à plus d'un titre. Le ministère de son côté, loin de tirer les leçons du premier confinement, a persisté dans son fonctionnement, traçant seul sa route. Impréparation, absence de concertation, négation de la réalité de l'épidémie dans le milieu scolaire, annonces à grand renfort médiatique... auront rythmé le quotidien d'une école qui n'est pas encore sortie de cette crise et dont les personnels et les élèves en subissent des conséquences importantes en termes d'apprentissages et de conditions de travail.

Pourtant, malgré le manque d'accompagnement et de soutien de l'institution, face à des situations inédites, les personnels ont su s'adapter et ont tenu l'école. Cette année aura, une fois de plus, démontré le professionnalisme des enseignant-es et des AESH, leur souci constant d'assurer la sécurité et la sérénité dans les écoles pour les élèves et les familles et qui ont porté à bout de bras le service public d'éducation. Cette année aura démontré également l'importance d'un syndicat dans cette période de crise. Information régulière des personnels, interpellation constante du ministère qui a notamment permis le retour à la règle de fermeture de classe dès le premier cas avéré ou encore une amplification de la campagne de tests des élèves, accompagnement individualisé des personnels par les délégué-es du personnel, implication des élu-es au CHSCT pour imposer la prise en compte de la réalité du terrain.

Ensemble, les personnels et leur syndicat auront relevé tant bien que mal le défi d'une école sous covid.

### Remettre en question la politique éducative menée

Cette crise aurait dû être l'occasion d'une remise en question profonde de la politique éducative menée comme des réformes engagées, mais le ministre persiste.

Sous couvert de réduire les inégalités, le resserrement sur les « fondamentaux » les aggrave en appauvrissant les apprentissages notamment pour les élèves issus des milieux populaires. La France reste également un pays où le sous-investissement chronique pour l'école perdure par rapport aux autres pays de l'OCDE. Le ministère entend imposer une forme de statut hiérarchique à la direction d'école, rejeté fortement par la profession, ce qui bouleverserait profondément le fonctionnement des écoles au quotidien. La mise en place des contrats locaux d'accompagnement remet en cause 40 ans de politique d'éducation prioritaire.

Les engagements du Grenelle de l'éducation encore en discussion sont sans surprise. Contrairement aux annonces du ministre il y a quelques mois, les mesures de revalorisation seront loin d'être historiques et sans aucun engagement pluri-annuel. Seule une partie de la profession est concernée tandis que pour la majorité la revalorisation sera anecdotique. « Ressources humaines de proximité, accompagnement des personnels, personnalisation des parcours, esprit d'équipe... » sont les mots clés de l'agenda social à venir avec la vision managériale de la rue de Grenelle. Ces multiples réformes, sans lien apparent les unes avec les autres, visent à modifier en profondeur le système éducatif et par là même le mettent en danger.

### Se mobiliser pour un plan d'urgence dès septembre

Le ras-le-bol et le rejet du ministre n'entament pas la volonté de faire réussir tous les élèves. Mais l'école ne pourra continuer ainsi en laissant porter la responsabilité de son fonctionnement sur les seuls personnels.

La rentrée s'annonce incertaine.

Le SNUipp-FSU continue de porter de fortes ambitions pour l'école, les personnels et les élèves. Il appelle les enseignant-es et les AESH à investir dès septembre les mobilisations pour exiger un plan d'urgence pour le service public d'éducation.

Un plan d'urgence permettant une baisse généralisée et rapide des effectifs dans toutes les classes comme un abondement plus que nécessaire des postes de remplaçant-es et de Rased. Un plan d'urgence permettant une véritable revalorisation des salaires des enseignant-es et des AESH améliorant ainsi l'attractivité de ces métiers. Un plan d'urgence permettant de soutenir et de renforcer notre professionnalité.

